

Un Lavisse 2009 ?

Johann MICHEL

Comment Nicolas Sarkozy et ses conseillers mettent-ils en récit l'histoire de France ? Quelle doit-être l'attitude de l'historien face aux usages politiques de l'histoire et de la mémoire collective ? Dans un ouvrage militant, Nicolas Offenstadt cherche à analyser les dispositifs de déformation de la réalité historique par le pouvoir actuel.

Recensé : Nicolas Offenstadt, *L'Histoire bling-bling. Le retour du roman national*, Paris, Stock, 2009.

Parmi les politiques symboliques, celles qui mettent en scène le passé collectif jouissent d'un statut privilégié en raison d'un phénomène anthropologique massif : il n'est pas d'identité (individuelle ou collective) sans support de l'histoire et de la mémoire (individuelle ou collective). Aucune institution politique ne fait exception à ce phénomène. On peut appeler « politiques de la mémoire » l'ensemble des interventions des acteurs publics qui visent à produire et à imposer des souvenirs communs à une société donnée. La construction d'un récit collectif par les pouvoirs publics fait partie intégrante de ce mode d'action publique. Ces récits sont censés rassembler des membres d'une société autour d'une histoire commune, même si ces configurations narratives en disent parfois plus sur la manière dont le pouvoir se met en scène et en valeur que sur l'état de la mémoire collective effective.

La ligne rouge de la décontextualisation et de la falsification

Le dernier ouvrage de Nicolas Offenstadt, maître de conférences en histoire du Moyen Âge à l'université de Paris I, contribue à mettre à l'épreuve ces quelques données d'anthropologie politique. Il prend pour cible dix épisodes (des années 2007-2009) de la politique de la mémoire et de l'histoire menée à l'initiative de l'Élysée. À la frontière entre discours scientifique et pamphlet anti-sarkozyste, le texte de Nicolas Offenstadt est un livre

militant, celui d'un historien exaspéré par les intrusions abusives du pouvoir en place dans le champ de l'histoire. Ce combat s'inscrit dans le cadre d'un problème épistémologique plus large et d'un champ de lutte entre histoire savante et politique symbolique : l'historien a-t-il le monopole de l'écriture de l'histoire ? Le pouvoir politique peut-il instrumentaliser à sa guise la réalité historique au nom de sa légitimité propre ? Deux légitimités (scientifique et démocratique) et deux écritures de l'histoire s'affrontent.

À aucun moment de son ouvrage, Offenstadt n'affirme que l'historien doit disposer du monopole de l'écriture de l'histoire, encore moins celui de l'appropriation du passé. Il n'hésite pas à reconnaître pleinement le droit au législateur de produire une politique symbolique où l'histoire a droit de cité. Il revient cependant à l'éthique historienne un devoir de vigilance lorsque le pouvoir politique franchit une ligne rouge qui consiste non seulement à falsifier la réalité historique, mais, de surcroît, à empiéter sur le domaine de la liberté de l'enseignement et de la recherche. Or, depuis que Nicolas Sarkozy a été élu à la magistrature suprême, cette ligne rouge ne cesse d'être piétinée. Les procédés de déformation de l'histoire, outre le côté « bling-bling », « clinquant », « voyant » (p. 22) des événements ainsi théâtralisés, se concentrent sur les techniques de désaffiliation idéologique et de décontextualisation des événements et des personnages historiques.

Ces techniques sont parfaitement assumées par le cerveau et la plume de la politique mémorielle de l'Élysée, Henri Guaino : qu'ils soient de gauche ou de droite, qu'ils s'inscrivent dans une époque éloignée des enjeux actuels, les personnages historiques qui ont marqué l'histoire de France appartiennent, pour le conseiller du chef de l'État, à un patrimoine commun dans lequel le pouvoir politique peut puiser comme bon lui semble ses références fondatrices. Outre que cette stratégie jette le trouble du côté d'une gauche partisane déjà profondément désunie, ces techniques permettent, dans l'ordre de la compétition politique, de séduire un électorat plus large, invité à se reconnaître dans un Sarkozy chantant les louanges de Blum ou de Jaurès. L'exemple le plus symptomatique, analysé en détail dans l'ouvrage, concerne l'instrumentalisation de Guy Môquet au cours de l'année 2007. Patrimonialisé dans les allocutions présidentielles et dans les circulaires ministérielles, l'engagement politique du jeune homme, déclaré « mort pour la France », est systématiquement décontextualisé. Voilà un dispositif qui heurte de front l'*ethos* de l'historien :

« C'est là une méconnaissance complète de ce que peut signifier la force de l'engagement communiste à l'époque, l'inscription de cet engagement dans une culture partisane, la soumission à la ligne de la III^e Internationale qui est demandée aux militants, surtout, comme c'est le cas de Guy Môquet, lorsqu'il se place dans une lutte familiale (son père est en effet député communiste élu en 1936) » (p. 30).

Les pages que Nicolas Offenstadt consacre à disséquer ces dispositifs sont sans doute les plus riches et font écho à un autre ouvrage sur le même sujet qu'il a codirigé¹.

Ces procédés de déformation nourrissent selon l'auteur un même dessein : ranimer un régime mémoriel d'unité nationale. Il s'agit pour le pouvoir en place de reprendre racine dans la symbolique des grands récits fondateurs qui se sont développés notamment au début de la III^e République. Ces grands récits mettent en intrigue une conception unitaire et immuable de la nation, méfiante à l'endroit des particularismes, soucieuse de magnifier les grandeurs nationales et de taire les pages sombres de l'histoire de France. Cette nostalgie du roman national expliquerait réciproquement le rejet par le pouvoir sarkozyste de toutes les formes de politiques historiques et mémorielles qui demandent repentance, qui pointent du doigt les « morts à cause de la France » (pour reprendre ici l'analyse de Serge Barcellini²) et qui ont pour conséquence de déshonorer la fierté nationale et de déliter le vivre ensemble.

Morts à cause de la France

C'est ici que la thèse d'Offenstadt peut se discuter. C'est que la politique mémorielle élyséenne ne tient pas dans un seul bloc idéologique, contrairement aux discours officiels du président lui-même sur la fin de la repentance. S'il y a bien une tendance lourde, décrite par Offenstadt, qui consiste à rétablir le roman national unitaire, force est de reconnaître la présence de politiques de la mémoire et de l'histoire qui s'inscrivent bel et bien dans la voie tracée par les prédécesseurs de Sarkozy (notamment Jacques Chirac et Lionel Jospin), c'est-à-dire dans la reconnaissance de mémoires particulières où sont honorés « les morts à cause de la France ». Autant de « mémoires blessées », jadis occultées, dissonantes pour le roman national.

¹ Laurence De Cock, Fanny Madeline, Nicolas Offenstadt, Sophie Wahnich (dir.), *Comment Sarkozy écrit l'histoire de France*, Paris, Agone, 2008.

² Serge Barcellini, « L'État républicain, acteur de la mémoire : des morts pour la France aux morts à cause de la France », in P. Blanchard et I. Veyrat-Masson (dir.), *Les Guerres de mémoires*, Paris, La Découverte, 2008, p. 209-219.

Il suffira de donner quelques exemples qui ont fait date. En février 2008, Nicolas Sarkozy émet la proposition selon laquelle les élèves de CM2 devront prendre en charge la mémoire d'un enfant juif mort pendant la déportation. Le même chef de l'État n'a pas désavoué, lors de son allocution du 11 novembre 2008, l'ancien Premier ministre Lionel Jospin en rendant hommage aux mutins de 1917. Dans la première partie du discours de Dakar (juillet 2007), avant que ne soit évoqué le passage scandaleux sur l'« immaturité » historique de l'homme africain, Sarkozy n'hésite pas à qualifier la traite négrière de « crime contre l'humanité », dans l'esprit de la loi Taubira.

C'est dire que coexistent au sein de la politique symbolique sarkozyste deux tendances contradictoires, l'une qui cherche à rétablir le roman national unitaire, l'autre qui s'inscrit dans un régime victimaire de reconnaissance de mémoires particulières. On peut faire l'hypothèse que l'« art de la confusion » (au sens où l'entend Éric Fassin³) de la politique de Sarkozy a pour ambition de séduire des publics hétérogènes en jouant sur la corde de régimes mémoriels antagonistes⁴. À titre de comparaison, le rapport Kaspi (analysé au chapitre 7 de l'ouvrage, p. 91-98) relatif à la modernisation des commémorations publiques prend clairement fait et cause pour un rétablissement univoque du roman national. Le rapport propose en effet de ne retenir comme moments fondateurs de l'identité nationale que des événements héroïques (le 14 juillet, le 8 mai, le 11 novembre) d'une nation (supposée) unitaire et victorieuse, en laissant manifestement de côté les « commémorations négatives »⁵.

Le livre d'Offenstadt prend une tournure plus militante encore lorsque l'historien se montre attentif à la protection des « mémoires meurtries », occultées par un roman national à sens unique. Cette position se traduit notamment par l'attachement aux lois dites mémorielles (loi Gayssot, loi Taubira, loi sur la reconnaissance du génocide arménien), à l'exception de la loi du 23 février 2005 relative au rôle positif de la colonisation. C'est alors que le combat contre le pouvoir politique actuel se double d'une lutte qui traverse le champ des historiens, les uns (regroupés notamment autour de l'association « Liberté pour l'histoire ! »), jugés par l'auteur nostalgiques du roman national et à la solde du pouvoir, les autres (regroupés

³ Éric Fassin, « Sarkozy ou l'art de la confusion », *Le Monde*, 13 avril 2007.

⁴ Gilles Manceron analyse très bien les variations des registres mémoriels relatifs à la colonisation dans les discours de Sarkozy en fonction du public auquel il s'adresse : « Ainsi il a eu un langage pour ses meetings, un autre plus nostalgique encore dans ses missives à des associations "algérianistes", mais aussi un troisième, "réservé à l'exportation" et destiné, sans rien démentir du reste, à atténuer les effets des précédents » (G. Manceron, « Passé colonial », in Laurence De Cock *et al.*, *Comment Sarkozy écrit l'histoire de France*, *op. cit.*, p. 148).

⁵ Voir notre tribune dans *Libération*, « Commémorations : en finir avec la repentance », 26 novembre 2008.

notamment autour de l'association « Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire »), attachés à la réhabilitation des mémoires oubliées, loués pour leur position éthique et critique.

Publié dans laviedesidees.fr, le 14 octobre 2009

© laviedesidees.fr